

Berlin

Dossier voyage

Territoires
de la
Mémoire



Territoires de la Mémoire

Les Territoires de la Mémoire asbl, 2021

Boulevard de la Sauvenière 33-35

4000 Liège

accueil@territoires-memoire.be

www.territoires-memoire.be

Coordination éditoriale : Julien Paulus

Auteurs : Julie Mignolet et Cédric Boonen

Éditeur responsable : Michaël Bisschops, *président*

Dépôt légal : D/2021/9464/4

**Retrouvez les dossiers thématiques
des Territoires de la Mémoire asbl
sur www.territoires-memoire.be**

Berlin

- 5 Berlin
 - 6 Berlin, capitale du III^e Reich
 - 10 Berlin, divisée pendant la Guerre froide
 - 14 Berlin depuis la chute du mur
-



Berlin

La fondation officielle de Berlin remonte à l'an 1237. L'ours, emblème des lieux (avec l'aigle de Brandebourg), tient ses origines de cette époque, le premier sceau historiquement vérifié présentant l'animal datant de 1280. La ville compte de nos jours de nombreux rappels de ce symbole, notamment via « l'Ours d'Or » comme récompense cinématographique ou le projet artistique des « Buddy Bears », qui jalonne la ville de nombreuses statues d'ours aux couleurs éclatantes.

Ce n'est cependant qu'en 1709 que s'unissent les principaux quartiers qui forment aujourd'hui le centre de Berlin. L'iconique Porte de Brandebourg est quant à elle construite fin du XVIII^e siècle, en même temps que les remparts.

Lorsque l'Empire allemand est proclamé en 1871, avec Otto von Bismarck comme chancelier et Guillaume Ier comme empereur, Berlin en devient la capitale. La ville fait alors face à une forte croissance démographique, son infrastructure peine à suivre cette expansion. De grands travaux sont entrepris, notamment la réalisation des premières lignes de métro (U-Bahn) et du train de banlieue (S-Bahn) fin du XIX^e siècle.

Après la défaite de la Première Guerre mondiale, c'est à Weimar que la toute nouvelle République prend ses quartiers. À Berlin, qui a connu la famine durant la période du conflit, s'ancre le théâtre des Années folles : les initiatives culturelles, artistiques et festives prennent en effet vie et se démultiplient.

Le dadaïsme et jazz font écho au vent surréaliste qui souffle sur Paris. Les cabarets sont à la pointe de la mode et le cinéma berlinois est en plein essor. L'heure est à la fête, à la créativité et à l'excès.

La fête prend néanmoins fin avec le Krash boursier de 1929. L'augmentation du nombre de personnes au chômage met de nombreuses familles en difficulté. Le climat politique se tend, les manifestations et les affrontements ne sont pas rares. La République de Weimar vacille. De ce climat découleront les alliances politiques et les votes qui placeront le parti nazi au pouvoir, après éviction de l'opposition politique, principalement communiste.

Berlin, capitale du III^e Reich

À la suite du résultat du NSDAP aux élections législatives de novembre 1932, Hitler est nommé chancelier le 30 janvier 1933 par le président von Hindenburg. Le palais du Reichstag est incendié le 27 février 1933 et, dès le lendemain, le « Décret d'urgence pour la protection du Peuple et de l'État » entre en vigueur. Cela aura pour conséquence une restriction considérable des droits fondamentaux, mais également l'adoption de la « Loi sur les pleins pouvoirs » le 24 mars 1933, peu après les dernières élections législatives libres (5 mars 1933) qui voient le NSDAP obtenir plus de 43,91 % des voix. Les nationaux-socialistes ont donc une totale liberté d'action politique dès la fin du mois de mars 1933.

Dans cette perspective totalitaire, est inauguré, dès le 20 mars 1933, le tout premier camp du système concentrationnaire nazi : KL Dachau, près de Munich. D'autres suivront... car si au départ, ces structures sont destinées aux opposants politiques, elles deviennent rapidement des lieux de répression de toutes celles et ceux qui ne correspondent pas aux critères de l'idéal nazi. Là, chaque vêtement de détenu est marqué d'un triangle de tissu coloré qui renvoie au motif pour lequel il a été déporté.

Capitale officielle du III^e Reich, Berlin est placée au centre de la vie de l'État national-socialiste et de ses projets. L'architecte Albert Speer est chargé d'y entreprendre de gigantesques travaux afin de transformer Berlin en véritable capitale digne des rêves de grandeur du nouvel Empire, capitale déjà baptisée « Germania » dans l'esprit d'Hitler. Peu de ces projets aboutiront.

En 1936 sont organisés les Jeux Olympiques, pour lesquels Speer intervient dans le dessin des plans du tout nouveau stade. La propagande bat son plein, la volonté étant de présenter Berlin comme une capitale moderne, accueillante et néanmoins représentative d'un État fort et fier. L'antisémitisme ambiant est alors passé sous silence et la population la moins désirable de Berlin, aux yeux des nazis, est évacuée ou déportée dans les camps sous le label « asocial » (triangle noir).

De nombreux quartiers généraux et centres de décisions prennent place dans la ville jusqu'en 1945, soit jusqu'à sa reddition le 2 mai et la signature de l'armistice le 8 mai 1945.



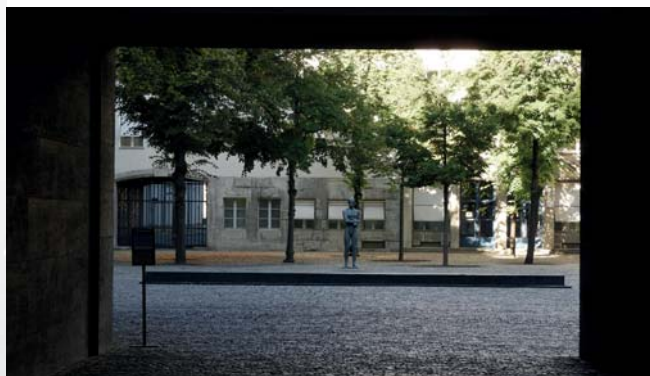
Le mémorial de la Résistance allemande

L'ensemble des bâtiments qui compose le mémorial, appelé par le passé le Bendlerblock, a été utilisé par différentes institutions militaires. Durant la Seconde Guerre mondiale, le site est le siège de l'armée de terre de la Wehrmacht. C'est également un lieu historique de résistance, lié à la préparation de l'attentat du 20 juillet 1944, visant à renverser Hitler et à abolir le III^e Reich. L'attentat ayant échoué, quatre de ses instigateurs, dont le colonel Claus Schenk comte von Stauffenberg (photo au-dessus à gauche), ont été fusillés la nuit même dans la cour du bâtiment.

Le lieu est reconnu lieu de commémoration officiel en 1953. Le mémorial et le centre d'études ouvrent quant à eux en 1968. L'exposition permanente, rénovée en 2014, revient avec force de détails sur la tentative d'assassinat et de putsch du 20 juillet 1944, aussi connus sous le nom « Opération Walkyrie » (dont les portraits des participants sont représentés ci-contre).

L'exposition permanente vise à montrer toute la diversité de la résistance allemande, de la défense de la République de Weimar dans les années 1920 à l'opposition au national-socialisme jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. À travers de nombreuses biographies apparaissent les motivations de chaque personne résistante, les méthodes dont elles ont usées, ainsi que la réponse que le régime en place y a apportée. Individus isolés, comme Georg Elser (photo ci-dessous) ou groupes constitués comme La Rose Blanche, la résistance n'a pas d'âge, pas de confession religieuse, pas de sexe, ni de profession ou de classe sociale.

La fondation mémorial de la Résistance allemande gère aujourd'hui plusieurs lieux : le mémorial de la Résistance allemande, le musée Otto Weidt et le mémorial de Plötzensee.



Les mémoriaux aux victimes de l'extermination nazie

Berlin compte une série de mémoriaux dédiés aux victimes de la politique d'extermination nazie. Il s'agit entre autres du mémorial aux Juifs assassinés d'Europe, du mémorial aux homosexuels ainsi que du mémorial aux Roms et Sinti. Ces trois mémoriaux forment un ensemble et sont aujourd'hui gérés par la même fondation.

LE MÉMORIAL AUX JUIFS ASSASSINÉS D'EUROPE

Dès son arrivée au pouvoir, Hitler prend une série de mesures anti-juives de plus en plus restrictives : du boycott des magasins juifs en mars 1933 à l'obligation du port de l'étoile jaune en passant par toute une série d'interdictions (être propriétaire terrien, exercer la médecine, se rendre dans des lieux publics...). Les mesures les plus stigmatisantes sont les Lois raciales de Nuremberg (1935) qui donnent un cadre légal à la persécution des Juives et des Juifs et qui leur retirent la citoyenneté allemande ainsi que tous les droits civiques qui y sont liés. Parallèlement à cette exclusion de la société, la population juive est de plus en plus souvent la cible d'exactions commises en toute impunité, comme cela a été le cas lors de la Nuit de Cristal en 1938, qui marque indéniablement une étape dans la montée de la violence. Suite à ce pogrom, environ 30 000 Juives et Juifs sont déportés dans les premiers camps de concentration, des milliers d'autres suivront... Ils y connaissent des conditions de détention plus contraignantes que les autres détenus.

En 1939, avec le début de la guerre et l'avancée allemande en Europe de l'Est, la population juive de ces régions tombe sous l'autorité nazie qui décide de les regrouper dans des quartiers clos de grandes villes telles que Varsovie, Lodz, Cracovie, Minsk, Lublin... Ainsi débute le phénomène de ghettoïsation qui se révélera être la première étape du processus d'extermination. Déjà dans les ghettos, les conditions de vie sont extrêmement mauvaises, les maladies comme le typhus ainsi que la malnutrition et le travail forcé commencent à décimer les populations. Selon l'historien Raul Hilberg, plus de 800 000 personnes décéderont suite aux conditions de vie exécrables.

Dès le début de 1941, au fil de l'avancée militaire vers l'Est, les unités mobiles de la RSHA (Einsatzgruppen) sont chargées de l'extermination par balles. Il s'agit des premières vagues de massacres. En automne 1941, des milliers de personnes juives allemandes

sont déportées dans les ghettos d'Europe de l'Est qui ont été préalablement vidés par les premiers massacres, ou sont parfois même directement fusillées dès leur sortie du train. Raul Hilberg estime le nombre de victimes de la « Shoah par balles » à 1,3 million de morts dont 30 000 en deux jours seulement lors du massacre de Babi Yar. Mais ce procédé, trop « lent » et trop « coûteux » aux yeux des nazis, a aussi des conséquences sur la santé mentale des bourreaux eux-mêmes. Le Reich cherche donc une méthode plus « efficace », plus radicale.

En janvier 1942, est ainsi actée la Solution finale à la question juive. Derrière ces mots se cache l'extermination de masse de la population juive. Après une série d'essais, notamment dans le cadre de l'Aktion T4¹, les centres d'extermination (Chelmo, Sobibor, Treblinka, Belzec, Majdanek et Birkenau) sont prêts à faire ce pour quoi ils ont été conçus : exterminer les Juives et Juifs, suivant un mode industriel afin d'atteindre un « rendement maximal ». Dès lors, les ghettos sont vidés, les rafles et les déportations dans les pays occupés se multiplient et les Juives et Juifs détenus jusqu'alors dans des camps de concentration sont transférés vers les centres d'extermination. Le nombre total de morts au cours de cette dernière phase du processus d'élimination s'élève à au moins 3 millions toujours d'après l'historien Raul Hilberg.

Pour rendre hommage à ces 5,1 millions de Juives et Juifs d'Europe assassinés, un mémorial leur est dédié à Berlin. Sur une surface de 20 000 m², 2 751 stèles de hauteur variable mais de base équivalente sont disposées sous forme d'un maillage. Un centre de documentation, situé juste en dessous du champ de stèles se compose de plusieurs salles dédiées aux victimes, à leur famille et à leur histoire personnelle (photo ci-contre, en haut à droite).

1 Aktion T4 [trad. : « Opération T4 »] est le nom de code donné par le gouvernement nazi à un vaste programme visant, sous couvert « d'euthanasie », à éliminer physiquement les malades incurables, les handicapés physiques ou mentaux, les sujets souffrant de graves troubles émotionnels ainsi que les personnes séniles. Déclenché par Hitler en 1939, ce programme fut officiellement interrompu en 1941, mais poursuivi en secret jusqu'à la défaite militaire de l'Allemagne nazie, en 1945.



LE MÉMORIAL AUX ROMS ET AUX SINTI

Les termes Roms, Tsiganes, Gitans sont souvent utilisés pour désigner la même minorité parmi laquelle se trouvent des branches particulières comme les Sintis. Dès les années 1920, des lois restreignent les libertés des Tsiganes. Les nazis les considèrent au départ comme des « asociaux ». Mais rapidement, ils s'y intéressent au nom de la pureté de la race allemande. C'est pourquoi ils décident d'en dresser une liste qui dénombre au total 30 000 individus sur le territoire du Reich. Les Roms sont alors persécutés pour des motifs raciaux et, à l'instar des Lois de Nuremberg envers la population juive, ils font l'objet d'une loi raciale d'exclusion visant à interdire le métissage avec le peuple allemand. Dans une perspective eugénique, de nombreuses femmes tziganes sont victimes d'expériences médicales de stérilisation. À partir de 1936, cette minorité est internée dans les premiers camps de concentration à Dachau et à Buchenwald. Trois ans plus tard, elle sera déportée en masse notamment depuis les pays annexés ou occupés comme l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hollande, la Belgique, la France, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie ou encore la Croatie.

Dans ces pays, leur sort varie d'un endroit à l'autre mais nombreux sont celles et ceux qui sont déportés dans les camps de concentration ou les centres d'extermination. Que ce soit par la stérilisation ou par l'extermination, les Roms sont destinés à disparaître car ils n'appartiennent pas à l'idéal nazi. Il est difficile d'avancer un chiffre exact du nombre de victimes mais les estimations actuelles sont de 25% de la population tzigane européenne, selon les travaux d'historiens rassemblés par le United States Holocaust Memorial Museum (photo à droite).

LE MÉMORIAL AUX HOMOSEXUELS

Les nazis considèrent les homosexuels comme faibles, inaptes à la défense de la patrie et surtout incapables de prendre part au projet de reproduction massive de la race aryenne. Se posant en défenseurs de la morale, ils estiment que l'homosexualité est un vice dont il faut débarrasser le pays. C'est pourquoi, dès leur arrivée au pouvoir, les homosexuels font partie des minorités les plus sévèrement réprimées : les bars et les clubs sont fermés, les publications censurées, les individus listés. En 1935, la loi contre l'homosexualité, en vigueur depuis le XIX^e siècle, est durcie. Entre 1933 et 1948, 100 000 homosexuels sont arrêtés, 50 000 sont condamnés à une peine de prison et environ 10 000 sont envoyés dans des camps de concentration pour être rééduqués ou faire l'objet d'expériences médicales ou encore pour subir des lobotomisations. La catégorie du triangle rose, signe distinctif propre aux homosexuels de souche allemande, est celle qui connaît dans les camps, avec les asociaux notamment, le plus haut taux de mortalité car ils sont placés au bas de la hiérarchie carcérale. Il est à noter qu'après la guerre, aucune victime homosexuelle n'a eu droit à des compensations, au prétexte que l'article de loi les sanctionnant était antérieur au régime nazi (photo ci-dessous).



Berlin, divisée pendant la Guerre froide

La Guerre froide et l'Allemagne en quelques mots

Dès la chute du III^e Reich et la victoire sur le régime nazi, les oppositions idéologiques entre les États-Unis et l'URSS refont surface. Deux modes d'organisation politique, économique et sociale s'opposent. D'une part, il s'agit d'un capitalisme libéral basé sur la croyance en l'enrichissement généralisé et en la démocratie caractérisée par les libertés individuelles et le multipartisme. D'autre part, il s'agit d'une économie planifiée suivant un modèle communiste, croyant en l'égalité de tous, derrière un parti unique censé représenter les intérêts collectifs.

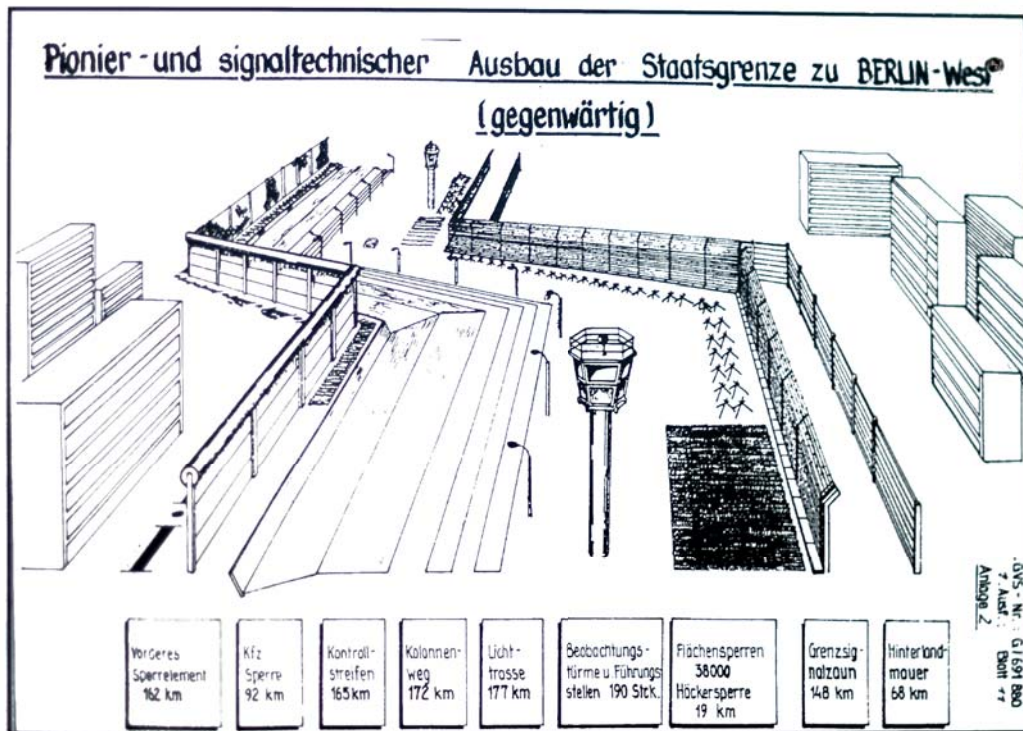
L'appartenance d'un pays à l'un des deux blocs relève davantage de sa situation géographique que d'un choix idéologique délibéré. Ainsi les États libérés par l'armée soviétique tombent dans l'escarcelle de l'URSS tandis que les pays d'Europe occidentale sont sous influence américaine. À la frontière de ces deux blocs se trouve l'Allemagne divisée en zones d'occupation par les Alliés : l'Est est occupé par l'URSS tandis que l'Ouest est partagé entre la France, l'Angleterre et les États-Unis. Berlin, situé au milieu de la zone soviétique, subit le même découpage, ainsi Berlin-Ouest forme une enclave capitaliste au sein d'un territoire communiste.

Afin d'éviter tout contact avec le monde capitaliste et d'endiguer les fuites de la population vers l'Ouest qui menacent la démographie du pays et de facto sa légitimité, Staline décide de fermer les frontières avec le bloc occidental, c'est ce qu'on appelle « le rideau de fer ». Il consiste en une frontière fortifiée en grande partie électrifiée avec des zones interdites de 5 km de profondeur entre les États européens sous influence soviétique (République démocratique d'Allemagne, Tchécoslovaquie, Hongrie) et les États attachés au bloc occidental

(Autriche, Grèce, Turquie). De même, un blocus de Berlin-Ouest est mis en place, mais cette tentative d'isolation échoue car les Américains organisent un pont aérien pour assurer le ravitaillement de leur partie de la ville. En 1949, l'Allemagne est officiellement divisée en deux États distincts : la République fédérale d'Allemagne à l'Ouest (RFA), à laquelle il faut ajouter la partie ouest de Berlin, et la République démocratique d'Allemagne (RDA) à l'Est. Berlin-Ouest joue véritablement le rôle de vitrine du monde occidental au milieu d'un système communiste, et nombreux sont les habitants et habitants de l'Est qui fuient leur nouveau pays vers les pays occidentaux via cette enclave.

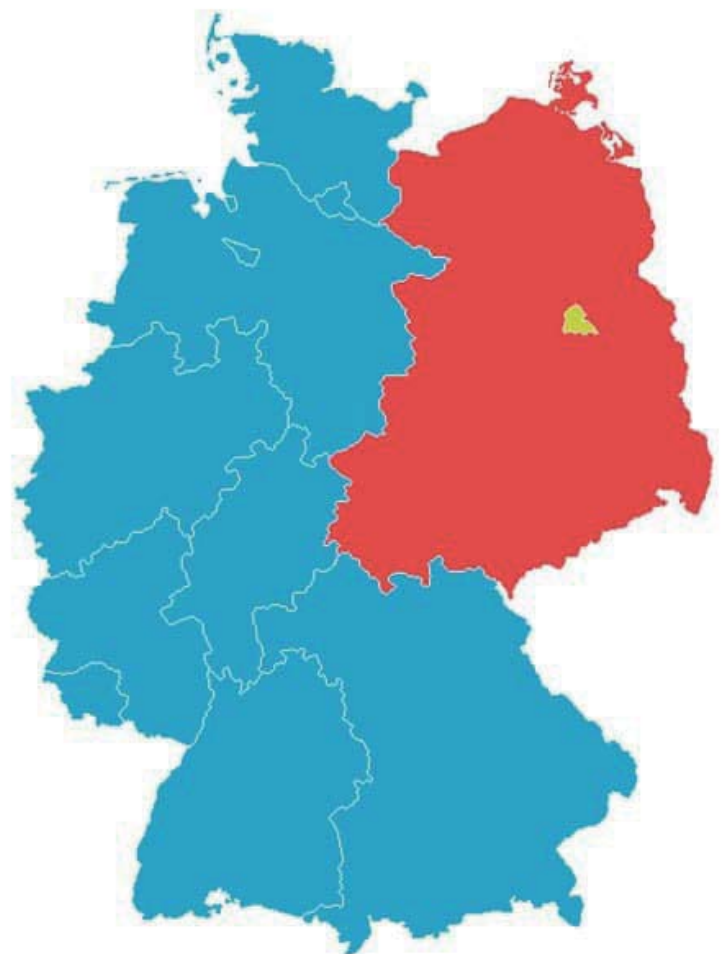
Pour éviter cette hémorragie, le gouvernement communiste décide, en 1961, la construction d'un mur autour de Berlin-Ouest. En une nuit, les points de passage entre les deux parties de la ville ainsi que ceux entre Berlin-Ouest et le reste de la RDA sont fermés, des clôtures de barbelés entourent Berlin-Ouest et un mur en béton est construit. Les échanges et le passage entre l'Est et l'Ouest sont dorénavant soumis à des autorisations très strictes. Ce mur deviendra le symbole de l'opposition entre les deux idéologies. Sa chute en 1989 coïncidera avec l'effondrement du système communiste quelques mois plus tard.☒

La RDA (emblème ci-contre) est une démocratie populaire, pléonasmе utilisé en opposition aux démocraties libérales pour désigner les régimes dictatoriaux d'inspiration marxiste-léniniste. Bien que le régime est-allemand soit moins rigide que celui de l'URSS, il n'en reste pas moins un pouvoir autoritaire de modèle communiste : un parti unique au pouvoir le Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (SED) [trad. : « Parti socialiste unifié »], une police politique efficace



(la Stasi), la répression des révoltes (en 1953, à la suite de l'augmentation des normes de travail), la nationalisation des entreprises privées, la création de coopératives commerciales et agricoles. Le niveau de vie en Allemagne de l'Est est l'un des plus élevé dans le bloc soviétique mais les retards technologiques, le système bureaucratique et le vieillissement de l'appareil de production provoquent d'importants problèmes, prémices du déclin du fonctionnement communiste. Malgré une période de croissance dans les années 1950, le pays reste sous-développé et la vie quotidienne compte son lot de frustrations.

Les différences politiques et socio-économiques entre les deux États ne faciliteront pas la réunification du pays. Aujourd'hui encore, certaines subsistent.



Le mémorial du mur

Bernauerstrasse

Entre 1949 et 1961, la RDA perd près d'un sixième de sa population, principalement partie à l'Ouest pour y trouver de meilleures conditions de vie politique, économique ou encore familiale. La frontière entre RDA et RFA est donc progressivement renforcée et contrôlée dès 1952 afin de juguler cette émigration massive. La frontière entre Berlin-Ouest et Berlin-Est reste cependant un lieu de passage très fréquenté. Elle est fermée la nuit du 12 au 13 août 1961, d'abord par des barbelés, ensuite par du ciment et des briques. Vingt-cinq postes frontières permettent d'entrer à Berlin-Ouest, sous condition de détention d'un passeport et d'un visa spécifique auquel la plupart des Allemandes et Allemands de l'Est n'ont pas accès. Le mur, officiellement présenté comme une barrière de protection face au fascisme de l'Ouest, sera en effet fortifié au fil des années, pour éviter les fuites et montrer l'emprise du SED sur le pays.

Le mémorial de la Bernauerstrasse est un lieu historique qui rappelle l'existence de cette ancienne frontière. Le site est à la fois un lieu de recueillement (le premier monument est inauguré en 1998) et un centre de documentation (inauguré en 1999). L'ensemble a une longueur totale de 1,4 km et recouvre 4,4 ha. Il comprend le dernier tronçon du mur encore conservé dans son intégralité, tel qu'il existait à la fin des années 1980. Le long de la bande frontière se trouve à présent une exposition à ciel ouvert permettant de mieux appréhender les vestiges et traces des dispositifs frontaliers, notamment à travers des photos d'archives et un aménagement visant à appuyer chacune et chacun dans sa visualisation de l'évolution des lieux. La chapelle de la réconciliation (inaugurée en 2000) et le centre d'accueil pour les visiteuses et visiteurs (inauguré en 2009) complètent le site.



Berlin depuis la chute du mur

En 1989, à la suite de la chute du mur, les lignes urbanistiques, économiques et socio-politiques de Berlin sont modifiées. À Berlin-Est et le long du no man's land, le flou du changement permet à de nombreuses initiatives de prendre vie : les forces de l'ordre de l'ancienne RDA sont en cours de démantèlement et la destruction du mur libère des terrains vagues. Squatteurs, fêtards, fauteurs de troubles, idéalistes... les profils sont nombreux parmi les personnes qui saisissent l'opportunité d'occuper le terrain. Plusieurs quartiers bouillonnent alors, théâtres de changements rapides, de confrontations et d'expériences alternatives. Le 3 octobre 1990, date de la réunification de la RFA et de la RDA, Berlin est choisie comme capitale de l'Allemagne réunifiée. Le gouvernement et le chancelier réintégreront quant à eux la ville en 1999.

Street Art et visite insolite à Kreuzberg

À Berlin-Ouest, le quartier frontalier de Kreuzberg était déjà un laboratoire culturel et militant depuis les années 1970 et 1980. La chute du mur renforcera ce trait distinctif, toujours visible de nos jours, notamment par la présence de divers lieux culturels, alternatifs ou engagés. Au travers d'une balade, les fresques street art et les lieux atypiques vous invitent à revenir sur cette période mouvementée et à découvrir les engagements actuels des habitantes et des habitants du quartier. D'autres anciens quartiers frontaliers sont également à découvrir sous l'angle de ces thématiques, tels que Mitte ou Friedrichshain.

Pour plus d'informations sur ces thématiques, nous vous invitons à consulter notre dossier Street art et initiatives citoyennes insolites à Berlin.



East Side Gallery

Situé le long de la Spree, ce tronçon du mur de Berlin ne comprenait qu'une seule partie, le fleuve faisant à cet endroit office de frontière naturelle et donc de second obstacle. Le tronçon préservé a une longueur de 1 316 m au total.

En 1996, l'artiste-peintre Kani Alavi est à l'initiative d'East Side Gallery e. V., qui vise à préserver les premières peintures réalisées en 1989 et 1990 par plus d'une centaine d'artistes différents, formant un véritable musée à ciel ouvert. Des fresques street art recouvrent le côté Est du mur, beaucoup font écho à l'histoire du lieu ou sont porteuses de messages pacifiques. De nouvelles peintures ont été depuis lors réalisées, comme le montrent les photos ci-dessus, le plus souvent lors des commémorations plus importantes de la chute du mur.

East Side Gallery e. V. veille à l'entretien des fresques afin de garder toute la beauté des couleurs et de retirer les graffitis qui y sont parfois apposés. L'entièreté de la galerie a été restaurée en 2009, à la faveur du 20^e anniversaire de la chute du mur. Une partie (89 m) a dû être déplacée en 2006, pour répondre aux besoins du projet immobilier Media Spree, qui se développe sur les berges de la Spree au détriment du site historique de l'East Side Gallery (site protégé depuis 1991).



Ce dossier des Territoires de la Mémoire vous invite à découvrir Berlin sous l'angle de la résistance à travers trois époques différentes. Tout d'abord, le nazisme avec les visites du mémorial de la Résistance allemande, du mémorial du Juif européen assassiné et le camp de Sachsenhausen ou de Ravensbrück. Ensuite, la République démocratique allemande (RDA) avec un arrêt au mémorial du mur de Berlin et à l'ancienne prison de la Stasi. Enfin, des exemples contemporains de résistances et d'initiatives citoyennes avec l'activité « street art » et « insolite » à Kreuzberg.



Territoires de la Mémoire

Avec le soutien de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Province de Liège, de la Province Culture, de la Ville de Liège et du Parlement de Wallonie.